

www.ici-grenoble.org

Les infos locales

Une revue de presse de Grenoble et de ses environs

Mars 2016



*Que s'est-il passé à Grenoble et dans ses environs depuis un mois ?
L'association Ici Grenoble vous propose une sélection d'événements
marquants glanés dans la presse locale ou nationale en février 2016.*

*(Les sources sont entre parenthèses)
[Les éventuels commentaires sont encadrés]*

* * *

Des portiques de sécurité dans les lycées ?

Des portiques de sécurité dans les 319 lycées de la Région. C'était l'une des promesses de campagne de Laurent Wauquiez, au lendemain des attentats de Paris. Désormais président du conseil régional, il avait sélectionné trois lycées pour expérimenter le dispositif en Isère, dont le lycée Pierre Béghin de Moirans.

Au lycée Pierre Béghin, le projet de portiques a suscité une vive opposition. Parmi les arguments avancés : Pourquoi créer une ambiance sécuritaire dans un lycée si tranquille ? Comment respecter les horaires quand 1000 élèves devront passer un par un sous des détecteurs à métaux ? En quoi ces portiques empêcheront-ils des personnes déterminées à perpétrer une tuerie ? Dans un contexte d'austérité budgétaire, pourquoi dépenser 20 millions d'euros dans un tel projet ?

Une réunion technique regroupant les services de la Région, des représentants du lycée Pierre Béghin, la mairie de Moirans et les services de gendarmerie a finalement conclu à l'abandon des portiques. La mise en place de tourniquets d'accès a cependant été imposée au lycée, contre l'avis du proviseur. La Région a par ailleurs budgété 1,5 millions d'euros pour conforter les clôtures, installer des dispositifs de contrôles d'accès et déployer de la vidéosurveillance dans les lycées qui en feraient la demande.

(Dauphiné Libéré, 13/02/16 ; ADES, 26/02/16 ; Rue89Lyon, 03/03/16)

Un nouvel habitat groupé à Grenoble

Cinq familles grenobloises lancent la construction d'un habitat groupé au 1 rue des Champs Élysées, dans le quartier des Eaux Claires. L'immeuble de 500 mètres carrés regroupera cinq logements privatifs, une grande salle commune, un studio pour recevoir de la famille ou des ami-e-s, une chaufferie collective au bois, un jardin potager et des toilettes sèches. Les familles partageront leurs trois voitures et plusieurs gros équipements électroménagers.

Initialement, les cinq familles ne se connaissaient pas. Elles ont remporté l'appel à projets lancé en 2011 par la ville de Grenoble, qui a vendu le terrain à un prix préférentiel. Elles ont été accompagnées dans leur démarche par l'association [Les Habiles](#).

(Dauphiné Libéré, 13/02/16)

* * *

Chamrousse : extension du domaine de la lutte

Le maire de Chamrousse projette d'étendre son domaine skiable au vallon des Vans, une zone classée Natura 2000. Cette évolution s'inscrit dans une vaste projet de modernisation de la station : plus de 70 millions d'euros pour construire un centre aqualudique, des hôtels trois et quatre étoiles, remplacer le télésiège de Casserousse par un télésiège six places, installer de nouveaux canons à neige, mettre en place des outils "communicants" pour faire de Chamrousse une "Smart station", etc.

Les opposant-e-s décrivent un projet catastrophique pour la flore et la faune. Le site est une référence pour le suivi du tétras-lyre. On y observe des bouquetins, des lagopèdes, des chamois, des lièvres variables et deux espèces de chauve-souris. Les pentes accueillent de multiples espèces végétales protégées comme l'androsace de Vandelli, l'ancolie des Alpes, le génépi blanc, la cardamine de Plumier ou la saussurée à deux couleurs.

Face aux critiques, le maire affirme qu'aucune décision ne sera prise avant 2018.

Pour protester contre l'extension de Chamrousse au vallon des Vans, de nombreuses associations environnementales appellent à une journée de [mobilisation le dimanche 13 mars](#).

(Reporterre.net, 16/12/15)

* * *

Ikea, une fraude à démonter

Le magasin Ikea de Saint-Martin-d'Hères est-il l'un des instruments d'évasion fiscale du numéro un mondial de l'ameublement ?

Les eurodéputés écologistes viennent de publier un [rapport d'enquête](#) saisissant sur les pratiques de l'entreprise suédoise. Elle aurait soustrait à l'impôt plus d'un milliard d'euros ces six dernières années au détriment de divers États européens.

L'une des techniques d'Ikea ? Pour éviter de payer des impôts, chaque magasin procéderait au [paiement de redevances](#) à une filiale basée aux Pays-Bas, où les taxes sont plus faibles. Ce pays jouerait ensuite un rôle de "courroie de transmission", en partie vers le Liechtenstein ou d'autres paradis fiscaux. En 2014, les pertes fiscales s'élèveraient à 24 millions d'euros pour la France.

Les responsables d'Ikea démentent formellement toutes ces accusations.

(Libération, 14/02/16)

Les jardins d'utopie fêtent leur dix ans

Du 9 au 11 mars, le potager partagé "Les Jardins d'utopie" fête ses dix ans. En 2006, en marge du grand mouvement étudiant contre le projet de Contrat Première Embauche, un collectif décidait de transformer une parcelle de gazon du campus en potager, sans autorisation. Où ? En face de la bibliothèque Droits-Lettres du campus de Saint-Martin-d'Hères.

Pour célébrer leur dixième anniversaire, Les Jardins d'utopie organisent [trois jours de festival](#) avec des ateliers de jardinage, des discussions, des projections de films, un concert, un bal...

* * *

Les petits Balkany du Grésivaudan

"Les petits Balkany du Grésivaudan". C'est ainsi que le représentant du Ministère public a décrit l'ancienne maire de Meylan Marie-Christine Tardy et son mari architecte, lors de leur procès mardi 9 février. Le couple était convoqué au Tribunal Correctionnel de Grenoble pour "prise illégale d'intérêt" et "recel de prise illégale d'intérêt". L'affaire porte sur deux programmes immobiliers pour lesquels la ville de Meylan, entre 2007 et 2012, a versé environ 1,2 millions d'euros de subventions. Pour ces deux programmes, le cabinet d'architecte du mari de la maire est intervenu en sous-traitance d'un autre cabinet, opacifiant ainsi la destination réelle des fonds.

Face aux multiples accusations, Marie-Christine Tardy a affirmé, comme elle le fait depuis que l'affaire a éclaté en 2013, qu'elle ne savait pas que son mari travaillait sur sa commune : « *Nous ne parlions jamais des affaires professionnelles avec mon mari* ».

S'appuyant sur des écoutes téléphoniques et l'enquête de la brigade financière de Grenoble, le représentant du Ministère public a démonté cette ligne de défense. Il a accusé le couple Tardy de « *mauvaise foi permanente qui confine au cynisme* », de « *partialité sans complexe* » et de « *népotisme* ». Il a requis deux ans de prison avec sursis, 20 000 euros d'amende, cinq ans de privation de droits civiques et l'inéligibilité à vie pour l'ancienne maire de Meylan ; un an de prison avec sursis et 20 000 euros d'amende pour son mari. Le jugement sera rendu le 5 avril.

Rappelons que de 2001 à 2015, Marie-Christine Tardy était la maire de Meylan, membre du parti Les Républicains (ex UMP). En septembre 2015, elle a démissionné de son poste de maire, officiellement pour des raisons de santé. En janvier 2016, elle a démissionné de son poste de conseillère municipale et de conseillère à la Métro.

[En attendant le verdict du procès, nous recommandons aux Grenoblois et Grenobloises de moins de trente ans un petit tour par une autre affaire politique haute en couleurs qui bouleversa Grenoble dans les années 90 : [l'affaire Carignon](#)...

Enfin, sur les affaires de corruption politicienne, nous recommandons le livre *French Corruption* (Stock, 2013), une enquête stupéfiante sur les pratiques de financement politique et d'enrichissement personnel de plusieurs maires, membres de partis de droite... dont Patrick Balkany.]

À suivre...

Sources : *Dauphiné Libéré*, 26/11/15, 16/09/15, 02/05/13, 04/07/15, 20/08/15, 16/12/15, 21/01/16, 09/02/16, 10/02/16 ; *Le Point*, 24/07/13 ; *France 3*, 04/07/15, 09/02/16.

Combien de PV par an ?

Sachant que Grenoble compte environ 12 000 places de stationnement payantes et 40 000 gratuites, combien les agents municipaux dressent-ils de procès verbaux chaque année ? 1000 ? 5000 ? 50 000 ?

Réponse : 240 000 en 2015. En 2014, les PV ont ainsi généré plus de 5,5 millions d'euros de recettes. Notons que depuis l'été 2015, l'amende en cas de stationnement gênant est passé de 35 à 135€.

(Dauphiné Libéré, 07/02/16)

* * *

2500 personnes sans logement en Isère

Selon le collectif des [Associations Unies Isère - Alerte](#), notre département compte plus de 2500 personnes sans logement décent. Seulement 1090 des 1500 personnes en demande d'asile sont logées. Sur les 900 Roms vivant dans l'agglomération grenobloise, 600 vivent en squat. L'Isère compte un millier de Français-es SDF, dont seulement 230 sont en hébergement hivernal. Enfin, sur les 1280 personnes en demande d'asile aux droits dits "minorés" parce qu'originaires de la République Démocratique du Congo, de la Guinée, de la Macédoine, du Kosovo, de la Côte d'Ivoire ou de la Serbie, la moitié vit sans logement décent.

Face à cette détresse humaine, la Préfecture de l'Isère ne dispose que d'un total de 300 places d'hébergement dit "d'urgence hivernal" et de 800 places d'hébergement dit "d'urgence pérenne".

Pour protester contre l'irresponsabilité des pouvoirs publics, un mouvement des mal logé-e-s et des sans logement organise régulièrement des assemblées et des mobilisations à Grenoble. [La prochaine manifestation](#) aura lieu le 9 mars à 15h30 devant la mairie de Grenoble.

(Dauphiné Libéré, 06/02/16)

* * *

Le Postillon menacé de procès

Le président de la Métropole et maire de Pont-de-Claix Christophe Ferrari affirme qu'il va porter plainte pour diffamation contre le journal [Le Postillon](#). En cause ? Une enquête critique sur le maire de Pont-de-Claix et ses directeurs du personnel. Le journal décrit des méthodes autoritaristes, un fonctionnement opaque et un climat de peur au sein du personnel municipal.

En cas de procès, Le Postillon menace de publier des informations plus croustillantes encore sur les coulisses de Pont-de-Claix.

[Parallèlement, les enquêtes encore plus dérangeantes -à notre avis- du Postillon, comme celle sur [Clinatéc](#) ou celle sur les [causes de l'éboulement du Chambon](#), n'ont soulevé aucune réaction notoire des médias, des entreprises et des élus concernés.]

(Le Postillon, février-mars 2016 ; Dauphiné Libéré, 20/01/16)

La Fédération de chasse refuse le débat

Suite aux [nombreux et tragiques accidents de chasse](#) en Isère, Montagnes magazine invitait le 3 février plusieurs organisations de protection de la chasse et de la nature pour une table ronde publique. Objectif : analyser la situation, échanger sur les causes des accidents et sur les solutions possibles pour que des Isérois-es ne se fassent plus abattre sur des chemins de randonnée.

Résultat ? Toutes les fédérations et les représentants de chasse ont décliné l'invitation ou se sont décommandés, à l'exception du rédacteur en chef du *Chasseur français*.

De cette table-ronde, nous retiendrons les propos de Pierre Athanaz, ancien administrateur de l'Office nationale de la chasse et de la faune sauvage : « *Il n'y a aucun examen médical après qu'on a reçu son permis de chasse. Aucun examen ophtalmologique et aucun niveau maximum d'alcoolémie autorisé.* » Rappelons que 800 associations françaises demandent l'interdiction de la chasse le dimanche, jour où se concentrent 45 à 50 % des accidents chaque année.

(Dauphiné Libéré, 05/02/16)

* * *

Première manifestation contre les compteurs Linky

Une première en France ? Le 24 février, l'association "No Linky" organisait un rassemblement contre le nouveau compteur électrique Linky à Pont-de-Claix. Une quarantaine de manifestant-e-s étaient présent-e-s.

Rappelons que les compteurs Linky sont dits "intelligents" : ils communiquent à distance par les câbles électriques, sans onde radio. Ils permettraient à EDF de détecter plus facilement les fraudes, d'effectuer les relevés de consommation ou de couper le courant d'un foyer à distance. Conséquence de cette robotisation, plusieurs milliers de salariés des filiales d'EDF devraient être licenciés dans les années à venir.

L'installation et la fourniture des compteurs Linky est présentée comme gratuite pour l'utilisateur. En réalité, son coût devrait être progressivement intégré dans les abonnements et les factures d'électricité. 570 000 compteurs de ce type sont prévus dans le département, 3 millions en France d'ici fin 2016. Le coût de cette "modernisation" est estimé à 5 milliards d'euros.

Pour rejoindre le mouvement de refus des compteurs Linky : [stop-compteur-linky \(at\) riseup \(point\) net](mailto:stop-compteur-linky@riseup.net)

(Dauphiné Libéré, 25/02/16)

* * *

Une nouvelle aire pour les gens du voyage

Sans aire de grand passage pour accueillir les "gens du voyage", l'agglomération grenobloise était hors la loi depuis de nombreuses années. Après de longs et houleux débats, La Métropole a finalement décidé d'implanter une aire d'accueil de 200 caravanes le long de l'autoroute, à côté de la station d'épuration Aquapôle, près de Saint-Egrève.

Cet endroit sinistre et bruyant est actuellement occupé par une entreprise de traitement et de recyclage des matériaux issus des déchets de chantier. Le montant total de l'opération est estimé à près de deux millions d'euros, sans compter l'acquisition foncière.

(ADES, 05/02/16)

Panneaux de libre expression

D'ici l'été, la ville de Grenoble va poser 166 panneaux de libre expression en plus des 135 existants. La surface totale atteindrait environ 800 mètres carrés. La loi n'en imposerait que 87 pour une ville de la taille de Grenoble. Le budget de cette opération est estimé à 142 000 €.

Une fois ces panneaux posés, la ville de Grenoble affirme qu'elle va durcir ses positions vis-à-vis de l'affichage associatif sauvage.

[Les équipes d'affichage d'Ici Grenoble constatent malheureusement combien la quasi-totalité des panneaux de libre expression sont inutilisables, car monopolisés par les grandes salles de spectacle et de concert.]

(Dauphiné Libéré, 25/02/16)

* * *

À bientôt pour les prochaines infos locales !

Pour les recevoir, inscrivez-vous à notre [Lettre d'informations](#).

* * *

Ici Grenoble, c'est aussi un agenda, avec plus de 140 événements au cours du mois de Mars !